

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 26 mars 2025

Objet n° 15 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Frederic Nimal, Bourgmestre ff-Président; M. Vincent Vanhalewyn, Echevin; Mme Deborah Lorenzino, Echevine; MM. Thomas Eraly, Quentin Van Den Hove, Mmes Angelina Chan, Done Sonmez, Echevin; MM. Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Mme Cécile Jodogne, MM. Ibrahim Donmez, Abobakre Bouhjar, Sadik Koksai, Hasan Koyuncu, Mme Leila Lahssaini, M. Yusuf Yildiz, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, M. Cedric Mahieu, Mmes Marie Gervais, Audrey Henry, Farida Tahar, MM. Ufuk Narinc, Elias Ammi, Mmes Justine Harze, Gudrun Willems, Isabelle Durant, M. Ahmed El bargeragei, Mmes Yousra Ouchen, Sarah Bestrioui, M. Yvan De beaufort, Mmes Chloé Deguide, Laure Lita, Yousra Douhri, Marie Speeckaert, MM. Benjamin Devos, Martin De brabant, Mme Morgane De meur, MM. Abdourahmane Balde, Olivier Willocx, Matthieu Degrez, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: MM. Emin Ozkara, Anton Schuurmans, Mmes Barbara Trachte, Myriam Boxus, Ayse Yigit, M. Saït Köse, Conseillers communaux.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: MM. Hasan Koyuncu, Yusuf Yildiz, Conseillers communaux.

#Objet : Taxe sur l'extension temporaire des terrasses et le placement de terrasses sur des emplacements de stationnement sans permis d'urbanisme – Exercice d'imposition 2025 – Renouvellement #

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1^{er} et l'article 118, alinéa 1^{er} ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière des taxes communales telle que modifiée à ce jour ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Vu les lignes directrices du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale concernant les terrasses Horeca dans l'espace public jusqu'au 31 décembre 2025 ;

Vu les dispositions du règlement de police du 23 février 2022 sur l'occupation de l'espace public à des fins commerciales ;

Vu l'Ordonnance du Conseil communal du 26 mars 2025 autorisant temporairement sans permis d'urbanisme les extensions de terrasses et le placement de terrasses sur emplacement de stationnement ;

Vu la délibération du Conseil communal de Schaerbeek du 29 mars 2023 votant le règlement relatif à la taxe sur l'extension temporaire des terrasses et le placement de terrasses sur des emplacements de stationnement sans permis d'urbanisme pour les exercices d'imposition 2023 et 2024 ;

Vu la délibération du Conseil communal de Schaerbeek du 20 décembre 2023 votant le règlement-taxe sur l'occupation de la voie publique à des fins commerciales les années d'impositions 2024 à 2028 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant la nécessité pour la commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion ;

Vu la nécessité pour la commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer les recettes permettant de faire face aux charges financières liées à son obligation d'assurer la tranquillité publique, la sécurité publique et la propreté publique ;

Considérant que, dans le cadre des dernières crises sanitaire et économique, la fédération Horeca et d'autres associations représentatives du secteur ont demandé à la Région un soutien dans l'aménagement de terrasses et un cadre réglementaire clair ; que les lignes directrices précitées répondent à cette demande en prolongeant, entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 octobre 2025, le cadre adopté une première fois par le gouvernement en avril 2021 ;

Considérant que les circonstances actuelles appellent à un soutien de la dynamique du secteur Horeca ;

Considérant que l'octroi d'extensions des terrasses et de placement des terrasses sur stationnement n'est pas sans conséquence sur la tranquillité publique ;

Considérant que l'activité visée engendre une surveillance particulière des services de police et davantage d'interventions en matière de propreté et de sécurité publique de la part des services communaux ;

Considérant qu'une différenciation des taux en fonction de l'emplacement de la terrasse est justifiée ;

Considérant qu'il est justifié que les personnes physiques ou morales qui obtiennent l'autorisation d'occuper un emplacement de stationnement à des fins privatives y contribuent par le biais d'une taxe ;

Considérant que l'installation d'une terrasse supplémentaire signifie l'expansion d'un commerce et l'augmentation de ses possibilités d'exploitation ;

Considérant que les autorisations délivrées sont temporaires ; que les extensions et les occupations d'emplacements de stationnement devront être retirées le 1^{er} novembre 2025 ;

Vu, pour le surplus, le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18 mars 2025 et le dossier administratif ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

Il est établi, pour une période commençant le 1^{er} avril 2025 et se terminant le 31 octobre 2025, une taxe sur l'extension temporaire des terrasses et le placement de terrasses sur des emplacements de stationnement sans permis d'urbanisme.

Article 2

Sont visés par les présentes dispositions, l'étalage de tables, chaises, bancs, terrasses et tout autre dispositif complémentaire placé sur la voie publique, par les établissements Horeca et sous conditions d'une autorisation prévue par l'Ordonnance du Conseil communal du 26 mars 2025 autorisant temporairement sans permis d'urbanisme les extensions de terrasses et le placement de terrasses sur emplacement de stationnement.

Article 3

§1. Toute occupation de l'espace public visée par le présent règlement est soumise à autorisation préalable, accordée par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

§2. Les extensions sont autorisées seulement entre le 1^{er} avril et le 31 octobre.

§3. L'autorisation reste valable à titre précaire jusqu'au 31 octobre 2025 ou jusqu'à ce qu'elle soit révoquée ou retirée. Le retrait de l'autorisation par l'administration ou une renonciation par le contribuable ne donne aucun droit à obtenir une indemnité quelconque ou le remboursement du montant de la taxe qu'il aurait déjà payé.

Article 4

La taxe est due par l'exploitant titulaire de l'autorisation de l'établissement Horeca où se trouve la terrasse.

En cas de reprise d'un établissement pour lequel la taxe a été acquittée, il ne sera pas perçu de nouvelle taxe pour la même base d'imposition.

Le paiement de la taxe n'entraîne, pour la commune, aucune obligation spéciale de surveillance.

Article 5

La taxe est indivisible et due sur base de la prise en charge telle que prévue dans l'autorisation de terrasse visée.

La taxe est fixée à :

- 21,90 € par mètre carré de surface autorisée en extension de terrasse sur le trottoir ;
- 1.000 € par emplacement de stationnement occupée par une terrasse en extension (maximum 2 emplacements de stationnement).

Article 6

La taxe est perçue par voie de rôle. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 7

L'établissement, le recouvrement et le contentieux y relatifs sont réglés conformément à l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures.

Article 8

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation. Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

L'introduction d'une réclamation ne dispense pas le redevable de payer la taxe à concurrence de l'incontestablement dû.

Article 9

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toute autre disposition régionale relative à la fiscalité locale.

Article 10

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Schaerbeek ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : données d'identification ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 30 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : par demande d'autorisation introduite par l'exploitant/contribuable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 11

Le présent règlement entre en vigueur le 5^e jour qui suit le jour de sa publication.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 26 mars 2025.

Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



Le Bourgmestre ff-Président,



Frederic NIMAL

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 26 maart 2025

Voorwerp nr 15 van de agenda

AANWEZIG: H. Frederic Nimal, wvd Burgemeester-Voorzitter; H. Vincent Vanhalewyn, Schepen; Mevr. Deborah Lorenzino, Schepen; HH. Thomas Eraly, Quentin Van Den Hove, Mevr. Angelina Chan, Done Sonmez, Schepenen; HH. Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Mevr. Cécile Jodogne, HH. Ibrahim Donmez, Abobakre Bouhjar, Sadik Koksai, Hasan Koyuncu, Mevr. Leila Lahssaini, H. Yusuf Yildiz, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, H. Cedric Mahieu, Mevr. Marie Gervais, Audrey Henry, Farida Tahar, HH. Ufuk Narinc, Elias Ammi, Mevr. Justine Harze, Gudrun Willems, Isabelle Durant, H. Ahmed El bargeragei, Mevr. Yousra Ouchen, Sarah Bestrioui, H. Yvan De beaufort, Mevr. Chloé Deguide, Laure Lita, Yousra Douhri, Marie Speeckaert, HH. Benjamin Devos, Martin De brabant, Mevr. Morgane De meur, HH. Abdourahmane Balde, Olivier Willocx, Matthieu Degrez, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: HH. Emin Ozkara, Anton Schuurmans, Mevr. Barbara Trachte, Myriam Boxus, Ayse Yigit, H. Saït Köse, Gemeenteraadsleden.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: HH. Hasan Koyuncu, Yusuf Yildiz, Gemeenteraadsleden.

#Voorwerp : Belasting op de tijdelijke uitbreiding van terrassen en het plaatsen van terrassen op parkeerplaatsen zonder stedenbouwkundige vergunning - Aanslagjaar 2025 – Hernieuwing #

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarin een begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de richtlijnen van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende het Horecaterras in de openbare ruimte tot 31 december 2025;

Gelet op de beschikkingen van het politiereglement van 23 februari 2022 betreffende de bezetting van de openbare weg voor handelsdoeleinden;

Gelet de verordening van de Gemeenteraad van 26 maart 2025 om het uitbreiden van terrassen en het plaatsen van terrassen op parkeerplaatsen tijdelijk toe te staan zonder stedenbouwkundige vergunning;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van Schaarbeek van 29 maart 2023 tot goedkeuring van het belastingreglement op de tijdelijke uitbreiding van terrassen en het plaatsen van terrassen op parkeerplaatsen zonder stedenbouwkundige vergunning voor de aanslagjaren 2023 en 2024;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van Schaarbeek van 20 december 2023 tot goedkeuring van het belastingreglement op de bezetting van de openbare weg voor handelsdoeleinden voor de aanslagjaren 2024 tot 2028;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan;

Gezien de noodzaak voor de gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt, en voornamelijk om inkomsten te verzekeren om te kunnen voldoen aan de financiële lasten in verband met haar verplichting om de openbare rust, openbare veiligheid en openbare netheid te waarborgen;

Overwegende dat de Horecafederatie en andere verenigingen die de sector vertegenwoordigen, in de context van de jongste gezondheids- en economische crisis, het Gewest hebben verzocht om steun via de uitbreiding van terrassen en een duidelijk regelgevend kader; dat de voornoemde richtlijnen aan dit verzoek tegemoetkomen door het kader dat de regering in april 2021 voor het eerst heeft goedgekeurd, te verlengen tussen 1 april 2025 en 31 oktober 2025;

Overwegende dat de huidige omstandigheden vragen om ondersteuning van de dynamiek van de horecasector;

Overwegende dat het toestaan van uitbreidingen van terrassen en het plaatsen van terrassen op parkeerplaatsen niet zonder gevolgen is voor de openbare rust;

Overwegende het feit dat deze activiteit een bijzonder toezicht van de politie en meer interventies op gebied van de netheid en de openbare veiligheid vraagt van de gemeentelijke diensten;

Overwegende dat een diversifiëring van de tarieven naargelang de ligging van het terras gerechtvaardigd is;

Overwegende dat het billijk is dat (rechts)personen die een toelating krijgen om een parkeerplaats privaat in gebruik te nemen hiervoor een bijdrage leveren via een belasting;

Overwegende dat de plaatsing van een extra terras betekent een uitbreiding van een handelszaak en een vergroting van hun exploitatiemogelijkheden;

Overwegende dat de machtigingen tijdelijk zijn; dat uitbreidingen en bezettingen van parkeerplaatsen op 1 november 2025 worden ingetrokken;
Gelet bovendien, op de verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 maart 2025 en het administratief dossier;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Er wordt voor een termijn met ingang van 1 april 2025 en eindigend op 31 oktober 2025 een belasting gevestigd op de tijdelijke uitbreiding van terrassen en het plaatsen van terrassen op parkeerplaatsen zonder stedenbouwkundige vergunning.

Artikel 2

Worden beoogd door de huidige bepalingen, het uitstellen van tafels, stoelen, banken, terrassen en andere bijkomende opstellingen op de openbare weg door horecazaken, onder voorwaarden van een toelating voorzien in de verordening van de Gemeenteraad om het uitbreiden van terrassen en het plaatsen van terrassen op parkeerplaatsen tijdelijk toe te staan zonder stedenbouwkundige vergunning van 26 maart 2025.

Artikel 3

§1. Iedere bezetting van de openbare ruimte beoogd door onderhavig reglement is onderworpen aan een voorafgaandelijke toelating afgeleverd door het College van Burgemeester en Schepenen.

§2. De uitbreidingen zijn toegelaten uitsluitend tussen 1 april en 31 oktober.

§3. De toelating blijft geldig onder voorwaarde tot 31 oktober 2025 of tot herroeping of intrekking ervan. Het intrekken van de verleende vergunning of het afstand doen ten bate van deze door de belastingplichtige heeft voor laatstgenoemde geen enkel recht tot gevolg op het verkrijgen van om het even welke vergoeding of op terugbetaling van het bedrag van de belastingen die hij al zou hebben betaald.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de vergunningsplichtige uitbater van de horecazaak waar het terras werd geplaatst.

In geval van overname van de instelling waarvoor de belasting is volstort, zal geen nieuwe belasting meer geïnd worden voor diezelfde belastbare grondslag.

De betaling van de belasting houdt voor de Gemeente niet in, de verplichting om in dit opzicht een bijzonder toezicht uit te oefenen.

Artikel 5

De belasting is ondeelbaar en verschuldigd op basis van de inname zoals bepaald in de beoogde terrasvergunning.

De belasting wordt vastgesteld op:

- 21,90 € per vierkante meter vergunde oppervlakte uitgebreid terras op het voetpad;
- 1.000 € per ingenomen vergunde parkeerplaats als uitgebreid terras (maximaal 2 parkeerplaatsen)

Artikel 6

De belasting wordt via kohier geïnd. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 7

De vestiging, de invordering en de betreffende geschillen worden geregeld overeenkomstig de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

Artikel 8

De belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het College van Burgemeester en Schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van de belastingschuldige van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger. Als de belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

De indiening van een bezwaarschrift ontslaat de belastingbetaler niet van de verplichting om de belasting te betalen tot het bedrag dat onbetwistbaar verschuldigd is.

Artikel 9

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 10

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de Gemeente Schaarbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: identificatiegegevens;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 30 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende vraag tot toelating;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 11

Dit onderhavige reglement treedt in voege op de 5^{de} dag na de dag van publicatie.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 26 maart 2025.

De Gemeentesecretaris,



David NEUPREZ



De wvd Burgemeester-Voorzitter,



Frederic NIMAL